

Olivier Passet, Xerfi, 28 avril 2020

Du trop d'Etat à l'Etat démissionnaire

 xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-OPA-A-definir_3748586.html

La crise du Covid marquerait le grand retour de l'État pour certains. Elle nous aurait rouvert les yeux sur la notion de bien commun et redonné une légitimité à l'interventionnisme public. Si cette idée ne fait pas l'unanimité, elle n'en demeure pas moins très partagée.

De quel retour parle-t-on au juste ? Pour que l'État revienne, encore faudrait-il qu'il ait disparu. Or ce n'est pas le cas. Un glissement s'est opéré depuis plusieurs décennies. L'État producteur a certes régressé. L'État investisseur de même. L'état redistributeur a lui aussi été contesté à des degrés divers selon les pays. Mais globalement, les États des pays de l'OCDE n'ont pas reculé en masse financière. On leur a presque partout conféré le rôle de facilitateur des affaires et de grand assureur final des risques économiques qui est allé crescendo. C'est cette fonction d'assurance, sous des formes diverses, qui prend le pas sur toutes les autres depuis des années.

L'état s'est maintenu financièrement alors qu'il a déserté peu à peu des pans entiers de la production dont il ne posséderait pas les clefs d'une gestion efficace. Il s'est concentré avec des moyens rabougris sur ses fonctions régaliennes : sécurité, justice notamment. Il continue à assurer un socle commun de production en matière de santé, d'éducation notamment. Mais le bien-fondé de son intervention est de plus en plus contesté : autonomie, gestion privée, augmentation des droits d'inscription ou des tarifs sont la tendance, les banques et les assurances privées revendiquant leur capacité à prendre la relève des États pour financer l'accès à ces services. Energie, transport, télécommunication, tous les services considérés autrefois comme essentiels et stratégiques ont basculé de leur côté dans la sphère concurrentielle, l'État ne conservant que le coût fixe des grandes infrastructures de réseau, et déléguant l'exploitation à des opérateurs privés mis en concurrence.

Ce glissement a deux conséquences immédiates. Sur ces champs, les principes directeurs qui guident la sphère privée s'imposent : la diversification/segmentation de l'offre, les économies d'échelle et la gestion à flux tendu, à stock, minimal.

C'est le nerf de la guerre concurrentielle. Appliquer les règles de gestion privée à ces sphères a donc pour corolaire de rompre l'homogénéité de l'offre, de multiplier les gammes, donc de rompre avec le principe d'égalité, de pousser à la hausse les volumes, en matière de transport aérien par exemple, en contradiction avec tous les objectifs environnementaux, et d'abandonner tout ce qui ne relève pas d'une demande récurrente, stable et rentable : fermer les petites lignes régionales, limiter le nombre de

lit en hôpital, ou l'appareillage pour en optimiser l'utilisation etc., avec tous les risques et les pertes d'externalités que cela comporte. C'est tout cela qui nous expose en pleine face actuellement. L'aggravation des crises sociales, environnementales et sanitaires nous mettent face à la démission productive des États.

A côté de cette grande tendance, il y a la montée de la fonction assurantielle. Qui n'a jamais été sacralisée dans les textes. Elle est devenue invasive. Face à l'instabilité du système c'est l'État qui devient le grand gardien du maintien à flot de l'économie. Cela commence par l'emploi. Les entreprises ne veulent plus porter le risque attendant au contrat de travail... qu'à cela ne tienne. C'est l'État qui reprend ce risque en finançant la sécurisation des parcours. Les entreprises ne veulent plus financer les risques attendant au travail (retraite, reconversion etc..) qu'à cela ne tienne, on fiscalise ce risque sur toute la population, ou on privatise les systèmes. L'économie est soumise aux vagues moutonnières de la finance... ce sont, les États renflouent, reprennent les pertes à coup de milliards pour éviter le grand collapse de la finance. Et idem aujourd'hui avec le COVID, où l'État prend à sa charge la moitié des salariés. L'État est devenu une immense tirelire assurantielle adossée à une sphère privée déresponsabilisée. C'est cela le soi-disant moins d'État. Une sphère privée sous tutelle financière, qui n'en finit pas de faire des sorties de route et d'accumuler une énorme dette environnementale. Des États désarmés pour gérer le bien commun, qui récupèrent en revanche tous les risques en dernier ressort dont se sont déchargés ceux qui sont rémunérés pour les porter (les détenteurs de capitaux). Et au sommet des banques centrales dites indépendantes qui à coup de liquidité gratuite sont devenues les vassaux utiles d'un édifice étato-financier too big to fail.

Vivons-nous dès lors un retour de l'État ? On peut en douter. Nous vivons au contraire l'apothéose de l'État assurantiel et démissionnaire du champ de la production de biens communs. Une sorte de flexisécurité généralisée poussée à son point culminant. La suite de l'histoire est pourtant écrite d'avance. Les États vont sortir discrédités de la gestion de cette crise, devant rendre des comptes sur les stocks de masques ou de respirateurs qui se sont évaporés. Trop surendettés pour pouvoir reprendre la main sur la question sociale ou écologique. Et d'ailleurs, si l'État producteur de bien commun était de retour, nous le serions déjà. Ce n'est pas seulement les milliards qu'il aurait mobilisé ou les masques importés de Chine, mais les hommes. Sa réponse ne serait pas seulement financière mais réelle. Nos entreprises seraient réquisitionnées pour produire l'indispensable. La Poste serait en première ligne pour livrer les marchandises de magasins qui continueraient leur activité etc... Sa réponse serait déjà autant productive que financière.